

autoritaire de plus ?

Le cas des partis politiques

La procédure précédente n'a pas connu de grand changement. Le canevas légal ordinaire pour créer un parti va de 16 à 22 mois. Mais il peut être de deux mois environ si le ministère de l'Intérieur est bien disposé à votre égard. Autant dire que l'inégalité de traitement sera de rigueur. Nul doute que c'est à ce sas-là que le régime se choisira ceux qu'il jugera dignes de ses compétitions. D'ores et déjà, les noms des trois à quatre heureux élus sont révélés à l'avance. Beaucoup a été dit sur l'élimination de l'ex-FIS. Oui, en tant que dénomination. L'article 4 est significatif en soi. Il interdit aux politiques du FIS de revenir sur la scène politique et autorise les terroristes repentis qui reconnaissent leur responsabilité dans la «tragédie nationale» de créer des partis. Notons au passage que le régime ne fait ici que reconduire une tradition en vigueur depuis les trois B : l'exclusion des logiques politique et civil par la logique militaire. La question de l'identification nominative des politiques islamistes responsables de «l'exploitation de la religion» et donc de «la tragédie nationale» d'une part et des terroristes qui ont reconnu leur responsabilité et déclaré leur repentir est laissée aux bons soins de l'administration. Là encore octroi et arbitraire remplaceront tout paramètre juridique.

Le cas des associations

La régression de ce projet de loi crève les yeux. On est passé du système déclaratif à celui de l'agrément préalable. Fonder une association peut prendre de 30 jours à 6 mois avec les délais de recours si on gagne son procès. La nouvelle loi

ouvre, contre les associations existantes, une période de purification politico-idéologique de deux ans en ce sens qu'elles auront toutes à se conformer à ses dispositions, c'est-à-dire à se faire agréer à nouveau. Comme pour les partis politiques, la citoyenneté est fragmentée sur des territoires. Autrement dit, dès qu'il quitte le territoire de sa commune, l'Algérien ne pourra exercer sa liberté d'organisation que s'il arrive à s'allier un certain nombre d'autres compatriotes d'autres wilayas et communes. Les étrangers n'ont aucune place dans une association d'Algériens étant, comme les associations religieuses, soumis à un régime associatif spécial.

Le cas de l'information

Ici, l'ancien code de l'information dit code pénal bis est repris dans toutes ses dispositions régressives. Cette orientation est sensiblement aggravée en ce sens que l'Autorité de régulation qui remplace l'ex-Conseil supérieur de l'information perd toute indépendance, son mandat de 6 ans étant révocable et renouvelable, autant dire donc négociable. Ceci nonobstant sa composante de 14 membres pour moitié élue et pour moitié désignée (y compris son président dont la voix est prépondérante). L'ARPE perd toutes les prérogatives prestigieuses du CSI telles que la délivrance des cartes professionnelles des journalistes, l'accréditation de la presse étrangère, l'arbitrage des conflits au sein des journaux... Elle garde et acquiert des prérogatives de police énormes à l'instar du contrôle financier des organes de presse. Le pouvoir s'est même permis de légiférer sur la déontologie, domaine des professionnels de la presse sous des

cieux plus cléments. La liberté d'accès aux sources de l'information prend cette fois un sacré coup tant elle doit éviter les écueils de secrets d'Etat non réglementés ou d'interdits idéologiques aussi vagues que mortels.

L'allégeance idéologique faite lois

Le corset administratif multiforme imposé aux partis, associations et presse se double d'exigences idéologiques et politiques indécentes et surtout contraires aux libertés fondamentales proclamées par la Constitution et le droit international. Les slogans et aversions idéologiques du pouvoir sont érigés en catégories juridiques qui sont autant d'épées de Damoclès contre les sociétés civile et politique. Les intérêts diplomatiques et économiques de l'Algérie, les atteintes à l'histoire sont autant de griefs flous particulièrement dans un pays où les grands dossiers de la Nation sont exclus de tout débat public et donc de tout consensus national si tant est que celui-ci soit souhaitable et recommandable dans des domaines pareils. Toujours est-il que ces exigences sont d'autant plus dangereuses dans un pays où la justice ne brille pas par son indépendance vis-à-vis de l'Exécutif. La coopération avec des organisations étrangères est soumise à agrément préalable pour les associations qui perdent également le bénéfice des fonds extérieurs au bénéfice de nos voisins de toute l'Afrique. Les partis peuvent coopérer avec l'étranger à condition de ne pas appartenir à un groupement ou association de partis étrangers. Avec cette disposition, le FFS membre de l'IS et le FLN qui y postule devront revoir leurs décisions.

Patrimonialisme et privatisation de la vie publique

Mais la palme revient à la loi sur les associations. Elle fait de nous le seul pays qui peut diriger une accusation d'ingérence dans ses affaires intérieures contre une association algérienne composée d'Algériens. Imaginez la lame effilée de cet article contre les associations des droits de l'Homme, de la citoyenneté...

De toutes les dispositions, celle-ci est celle qui nous offre le condensé le plus précis de la conception que se fait le régime de l'Algérie et des Algériens. L'Algérie est un patrimoine qu'il a hérité du coup de force de l'été 1962 et les Algériens sont des résidents qu'il faut tenir loin de la gestion de leur patrie. Le patrimonialisme contrôle jalousement son patrimoine.

Il concède, octroie et confisque les droits quand il veut et à qui il veut. Même lorsqu'il concède et octroie, rien ne dit qu'il respectera les termes de la concession.

Et c'est aussi la question lancinante de cette nouvelle panoplie de textes: rien ne garantit qu'un pouvoir qui ne garantit pas les lois en vigueur observera avec rigueur et loyauté celles à venir.

A. B.
(alibrahimiche@yahoo.fr)

* Le paradoxe du régime relativement libre de la loi 90/07 de décembre 1990 relative aux associations s'explique par l'espoir de faire barrage à la déferlante islamiste par l'avènement d'une forte société civile.

En fait, ce sera beaucoup plus la mouvance islamiste qui en profitera.



Chers Clients

En raison de notre inventaire de fin d'année, nous vous informons que les magasins de pièces de rechange et ateliers de maintenance seront fermés :

Du Samedi 24 Décembre 2011 au Dimanche 01^{er} Janvier 2012

Nous vous remercions pour votre compréhension et nous vous souhaitons une excellente année 2012

Z.I Lot N°135 Chemin Wilaya N°118 BP N°169 Oued Smar
Tél : 021 51 11 20 - Fax 021 82 61 94
contact_daewoo@daewoo-elsecom.com

Spa. **ELSECOM**
VEHICULES INDUSTRIELS

COMMUNIQUÉ

SPA ELSECOM AUTOMOBILES,
représentant de la marque :
SUZUKI

Informe son aimable clientèle de la fermeture du magasin de pièces de rechange et le service après vente de Dar El Beida, du **25 décembre 2011 au 07 janvier 2012** pour cause d'inventaire.

La **Spa Elsecom automobiles** s'excuse du désagrément causé.

Siège Bab Ezzouar - Tél. : **021 51 01 50**

Centre de maintenance Dar El Beida - Tél. : **021 50 84 26 / 82 39**

E-mail : **sav@elsecom-auto.com** Site web : **elsecom-auto.com**

الإتحادية الجزائرية للتبرع بالدم

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DES DONNEURS DE SANG

52, Boulevard Mohamed V-Alger- Tél/Fax : 213 21 63 80 07 - CPA Khelifa Boukhalfa N° 143.4 18.01242.11/12 - C.C.P.N° : 72372 70 clé 08

RENOUVELLEMENT DE L'ORGANE DE DIRECTION

Conformément à la loi n° 90/31 du 4 décembre 1990, relative aux associations, notamment son article 17 alinéa 02, il a été procédé au renouvellement de l'organe de direction de la Fédération algérienne des donneurs de sang agréée par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, sous le n° 16 du 11 décembre 2011, siège 52, Bd Mohammed V - Alger.

Composition du nouveau bureau fédéral :

Gherbi Kaddour	Président
Ouhadda Chérif	V/président chargé des finances
Djemaoune Norredine	Secrétaire général
D ^r Sayah Abdelmalek	Chargé des relations publiques
D ^r Agha Mouradj	Chargé de l'administration
Hadj-Sadok Mohamed	Chargé de l'information
Driouche Abdenacer	Chargé du social

Nous saisissons cette occasion pour exprimer notre gratitude à tous les membres de l'Assemblée générale pour la confiance placée au président, à tous les membres du nouveau bureau fédéral.

Le Secrétaire général
Norredine Djemaoune

Le président
Kaddour Gherbi